

Europe : bâtir des plateformes de confiance pour défendre la démocratie

Par Pascal Lamy, coordinateur des Instituts Jacques Delors, et Christophe Leclercq, fondateur du média Euractiv et d'Europe MédiaLab

Pour contrôler son destin, l'Europe doit avoir ses plateformes d'information.

Le 12 novembre, la Commission européenne présentera son « **Democracy Shield** », un bouclier pour protéger nos sociétés contre la désinformation et les ingérences étrangères. Cet agenda est nécessaire: transparence des algorithmes, soutien au journalisme indépendant, éducation aux médias. Les récentes législations DSA (Digital Services Act) et DMA (Digital Markets Act) encadrent enfin les grandes plateformes, en matière de contenus et de concurrence.

Mais tout cela reste défensif, or l'Europe dépend des plateformes américaines. Dans une guerre informationnelle mondiale, un bouclier ne suffit pas. **Il faut aussi des moteurs européens de confiance.**

Le **Conseil franco-allemand des ministres de Toulon**, suivi d'un **Conseil de défense sur la guerre informationnelle (Elysée, octobre 2025)**, soulignent l'urgence d'une réponse stratégique. Le **Sommet de Berlin du 18 novembre**, consacré à la souveraineté digitale, offre une occasion décisive: celle d'inscrire à l'agenda la création de **Trusted European Platforms (TEPs)** — **des plateformes européennes de confiance**, concurrentielles et pluralistes.

Une dépendance devenue vulnérabilité démocratique

Aujourd'hui, six « gatekeepers » américains dominent la publicité en ligne, les réseaux sociaux et les infrastructures numériques. Cette domination économique se double d'un **pouvoir politique pour les oligarques qui les dirigent**. Les campagnes de désinformation s'amplifient, les bulles informationnelles se durcissent et les fractures sociales s'aggravent.

Aux États-Unis, cette polarisation radicale alimente la montée des extrêmes et fragilise la démocratie. L'Europe subit les mêmes effets: certains scrutins récents en témoignent, et les élections européennes de 2029 approchent. Si nous n'avons pas nos propres canaux d'information, nous perdrons nos démocraties.

Construire plutôt que subir

L'Europe sait agir quand l'enjeu est stratégique. Dans le passé, Airbus a émergé face à Boeing ; le GPS a créé le marché mobile. De nos jours, Galileo complète le GPS ; Ariane et Oneweb font face à la NASA et à Starlink. En l'intelligence artificielle, **Mistral montre qu'une voie européenne est possible.**

L'Europe prend maintenant un chemin souverain concernant les infrastructures physiques: armement, satellites, et centres de données pour le 'cloud'. La France plaide depuis longtemps pour des telles politiques industrielles: saura-t-elle le faire pour les plateformes d'information?

Concernant les médias sociaux, il ne s'agit pas d'interdire les entreprises étrangères. **Plusieurs alternatives européennes crédibles** doivent faire leurs preuves: mériter la confiance des lecteurs, avec des modèles économiques soutenant le journalisme, attirant les revenus publicitaires.

Structurer un écosystème européen

Pour y parvenir rapidement, trois axes peuvent se renforcer mutuellement:

- Définir un **label TEP**. Il faut des critères transparents sur les indicateurs de confiance, l'interopérabilité et l'ancrage en Europe. Plus un processus d'attribution du label par des experts indépendants.
- Mobiliser pour des **entreprises nouvelles**. Notamment le capital-risque - attiré par le marché gigantesque, et les experts - déçus et quittant les plateformes américaines.
- Encourager des **alliances**. Des médias et annonceurs européens pourraient combiner leurs efforts, pour obtenir une masse critique d'utilisateurs.

Une décision politique à prendre maintenant

Le marché des médias sociaux est gigantesque, rentable, et pour le moment oligopolistique. Donc de grosses subventions et une longue attente ne sont pas nécessaires: des concurrents vont apparaître. Encore faut-il que des acteurs *européens* émergent. Ce qui manque encore, c'est un 'catalyseur', une impulsion politique. Nous appelons donc à **mettre les TEPs à l'ordre du jour du Sommet de Berlin**, dans la foulée du Democracy Shield.

A un moment où nos démocraties pluralistes sont attaquées, la régulation ne suffit pas: elle doit être complétée par l'innovation que représentent un marché ouvert à des plateformes de confiance européennes.

Co-signataires :

- **Pascal Lamy**, ancien directeur général de l'OMC, coordinateur des Instituts Jacques Delors.
- **Christophe Leclercq**, fondateur du média Euractiv et du think tank 'Europe MédiaLab'.